

La transition agroécologique : défis et enjeux

Déclaration du groupe des associations

Comme dans beaucoup d'autres pays, la société française fait aujourd'hui face à de nombreux défis économiques, sociaux et environnementaux qui impactent tous les secteurs d'activité. L'agriculture n'échappe pas à cette réalité. Individuellement chacun en est conscient : citoyen, agriculteur et consommateur, élus... ce qui nous confère donc la responsabilité collective de regarder les choses en face.

Comment ne pas constater

le souhait légitime des citoyens d'accéder à une alimentation plus saine ?

la nécessaire réorientation des systèmes de production, parmi lesquels le système agricole, vers des modes de productions plus respectueux de la planète et de sa biodiversité ?

la souffrance du monde agricole qui n'arrive pas toujours à vivre dignement des fruits de son travail, obligé d'assumer aujourd'hui des choix faits il y a 50 ans, en l'état des connaissances et des réalités de l'époque ?

Mais comment concilier tout cela avec le fait :

que la plupart de nos concitoyens ne peut consacrer à son alimentation une part plus importante de son budget ?

que la conscience du changement climatique en marche s'adresse à notre intelligence plus qu'à nos sens ? (Si chacun peut voir minute par minute le recul de la marée, il n'en est pas de même du recul de la biodiversité ?)

que tout changement comporte des risques économiques et que dans ce cadre chaque agriculteur peut se demander légitimement s'il pourra subvenir aux besoins des siens ?

que tout changement prend du temps et que ce temps heurte parfois durement les hommes, parce qu'il n'est pas le même que le temps économique, environnemental ou sociétal ?

Cependant, des voies s'ouvrent.

Tout d'abord, les citoyens et les agriculteurs décident partout de reprendre la main ; on ne compte plus les solutions nouvelles inventées chaque jour, et notamment dans l'Economie sociale et solidaire (ESS). Aussi, il faut noter que nombre d'agriculteurs sont déjà engagés dans des démarches diverses plus respectueuses de l'environnement.

Dans ce paysage, nous pensons que l'agroécologie est l'une des voies majeures de transition. La responsabilité de cet avis consiste donc à proposer un cadre permettant d'accompagner les acteurs, et notamment le monde agricole, dans la nécessaire mutation des pratiques de production.

Le groupe des associations souscrit donc aux préconisations qui visent à accompagner les agriculteurs dans la phase de transition face au risque économique, notamment en renforçant les moyens des structures d'accompagnement collectif, en encourageant les synergies et leur ouverture à d'autres acteurs, ou en dotant les agriculteurs d'outils adaptés à l'agro écologie, etc. Nous soutenons fortement la création d'un fonds de soutien économique afin de sécuriser les agriculteurs vers des modes de production plus propres.

Mais au-delà de l'adaptation des filières et des circuits de distribution à l'agroécologie, il nous semble aussi essentiel de renforcer le volet formation initiale et continue. Elle est impérative pour armer les acteurs et leur donner plus d'autonomie face à des modes de culture plus complexes et techniques, en mettant l'approche systémique au cœur de la réforme des référentiels de formation, et en donnant une place centrale aux lycées agricoles et à leurs exploitations dans les réseaux locaux de l'agriculture. S'il est bon de rappeler la qualité de notre enseignement agricole, notre groupe insiste sur le besoin de formation de l'ensemble des acteurs de la chaîne : conseillers, enseignants, consommateurs. Consommateurs qu'il faut continuer d'éclairer dans leurs choix : mieux les informer sur l'origine et le mode d'élaboration des produits, mieux valoriser les pratiques dites « responsables » dans l'objectif d'expliquer les surcoûts parfois induits même s'il ne peut être envisagé que le paiement par le consommateur seul se substitue à un meilleur partage de la valeur (tel que l'a déjà pointé l'avis sur les circuits de distribution).

Le groupe des associations salue la qualité des discussions et remercie la rapporteure, pour l'évolution de son travail, qui nous rappelle la nécessité des évolutions à venir.

Convaincu que le CESE a la capacité de dépasser ses clivages pour atteindre le consensus, et engagé à participer à cette dynamique collective en faveur de l'intérêt général, notre groupe a voté cet avis.